



PIERRE MOSCOVICI
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

<http://www.economie.gouv.fr>

Paris, le 26 octobre 2013
N° 876

Discours de Pierre MOSCOVICI, Ministre de l'Économie et des Finances

Conférence EuropaNova

Allocution d'ouverture

[Merci, Monsieur le Président, pour cette introduction.]

Mesdames et Messieurs,

C'est avec plaisir que j'ai acceptée cette invitation. Je remercie plus particulièrement EuropaNova, et j'en profite pour lui souhaiter le meilleur anniversaire pour ses dix ans : sa contribution pour faire vivre l'espace public européen est précieuse.

L'Europe est le fil directeur de ma vie politique, et elle y a occupé suffisamment de place pour que je trouve aujourd'hui sur mon chemin de nombreux visages familiers, au gré des rencontres et des événements.

J'ai tout particulièrement plaisir à ouvrir cette conférence aux côtés d'Enrico Letta, que j'ai bien connu dans une vie antérieure, à l'époque où j'étais jeune ministre aux affaires européennes dans le gouvernement Jospin, et lui encore plus jeune ministre des politiques européennes dans le gouvernement de Massimo d'Alema. Nous avons depuis, tous les deux, fait du chemin, mais nous avons gardé des engagements communs, et une amitié personnelle. Nous sommes tous les deux des réformistes à la sensibilité européenne affirmée, et nous voulons tous deux aujourd'hui, dans nos responsabilités, dans l'action politique, impulser le changement. Le point de vue que je voudrais partager brièvement avec vous aujourd'hui est donc marqué par ces convictions, à la fois progressistes et européennes.

Seul le prononcé fait foi 1

Partageons d'abord un diagnostic lucide : aujourd'hui, l'Europe est inquiète. Elle doute, et elle doute d'abord d'elle-même. Elle est le premier pôle économique dans le monde, mais elle n'a pas su protéger ses citoyens de la crise, et cela a alimenté leur défiance. Son poids compte sur la scène internationale, mais sa voix ne porte pas assez, et elle s'interroge sur son déclin. Elle exerce une puissante force d'attraction sur ses voisins, mais certains la combattent de l'intérieur. Elle est l'exemple le plus abouti, la réalisation unique et exceptionnelle d'une ambition d'intégration régionale totalement originale, et pourtant on n'a jamais autant parlé des lignes de fracture qui la parcourent. Ce paradoxe, cette confusion, je la ressens très fortement, comme Ministre de l'Economie et des Finances.

Dans les moments de crise, il est toujours utile de revenir aux sources, aux fondements, pour y puiser l'inspiration. D'où l'Europe est-elle née ? Elle est née d'une interrogation, profonde, ontologique même, sur la puissance. L'histoire tragique des Nations européennes du début du XXème siècle, c'est celle d'Etats qui se sont engagés dans une course à la puissance qui a débouché sur des tragédies d'une noirceur inconcevable. C'est aussi celle de Nations qui ont toutes apporté des réponses variées, mais dramatiquement conventionnelles, et donc fatales, à l'interrogation suivante : « Qu'est-ce que la puissance ? ». La puissance, telle que les Nations la définissaient à l'époque, c'était le contrôle de l'espace géographique, la domination militaire, le jeu des alliances bilatérales, la profondeur des ressources des empires ultramarins...

Cette définition-là de la puissance est forcément relative, et elle est forcément conflictuelle. Tous les recoins sombres et douloureux de notre histoire commune nous le rappellent. Ils l'ont aussi définitivement décrédibilisée. Après la seconde guerre mondiale, la question de la puissance était toujours ouverte. Mais cette fois, nourrie par l'histoire, une réponse fondamentalement originale et novatrice, dont on ne mesure même pas encore bien la portée et les implications aujourd'hui, a été formulée : la puissance, c'est l'interdépendance. Le fondement de l'idée européenne, il est là, dans ce remplacement d'une définition profondément délétère de la puissance par une définition prometteuse et porteuse d'autre chose que le chaos. Il y a une statistique que j'aime bien, parce que je la trouve formidablement révélatrice dans sa simplicité de ce qu'est l'Europe aujourd'hui : le premier

pays client de la France, c'est l'Allemagne – juste devant l'Italie d'ailleurs. Le premier fournisseur de la France, c'est aussi l'Allemagne avant l'Italie qui est troisième. Je pourrais multiplier à l'infini les exemples comme celui-ci : la réalité de nos interdépendances, elle est incontestable. Et j'ajoute que la création de la monnaie unique n'est pas une étape « de plus » de cette construction de nos interdépendances, elle en est l'incarnation la plus absolue. Avec une conclusion immédiate : c'est ensemble qu'on perd, c'est ensemble qu'on gagne.

Quand je dis que cette substitution des définitions de la puissance a été un bouleversement, je le pense vraiment. Je pense même que cela a été un bouleversement tellement profond que certains n'ont toujours pas pleinement réalisé ses implications. Peut-être d'ailleurs faut-il pour se rendre compte de cela, regarder l'Europe, et notamment la zone euro, avec les yeux de l'étranger. J'ai fait énormément de déplacements à l'international, dans les premiers mois de mon mandat – à Hong-Kong, aux Etats-Unis, en Suisse, au Canada, en Côte d'Ivoire... – pour promouvoir l'attractivité de la France et ses réformes économiques. Etre VRP de l'économie de son pays, ça fait partie de la description du poste. Dans tous ces pays, on me disait à chaque fois : d'accord, la France se réforme, mais parlez-nous de l'attractivité de la zone euro. Manière de souligner à quel point les destins de ses membres sont liés : curieusement, c'est peut-être ceux qui nous regardent de l'extérieur qui voient le mieux nos interdépendances.

Une fois que l'on a compris la force et les conséquences de nos interdépendances, le reste en découle presque tout seul. Cela nous impose, en toute circonstance, de définir l'intérêt commun. C'était un peu le sens de cette conviction de Jean Monnet, que j'aime rappeler : « *Nous sommes là pour accomplir une œuvre commune, non pour négocier des avantages, mais pour rechercher notre avantage dans l'avantage commun* ». L'intérêt commun, qu'est-ce que c'est ? Ce sont des disciplines, pour le faire respecter. Ce sont des solidarités, pour l'incarner et l'exercer effectivement. Ce sont enfin des procédures et des institutions, pour le définir ensemble.

Arrêtons-nous un instant sur la manière dont les Etats de la zone euro ont géré la crise, et demandons-nous si tous ces ingrédients y sont :

- **Face au choc de la crise, en 2008, l'Union Européenne a cherché à mettre en place dans l'immédiat un « plan de relance européen » pour absorber le choc.** C'était une tentative légitime pour exercer cette nécessité de solidarité que je mentionnais, mais personne ne s'en souvient aujourd'hui : elle s'est heurtée à l'absence de moyens financiers ;
- **En revanche nous avons fait, et nous faisons encore de grands progrès dans la stabilité financière, que nous n'avons retrouvée qu'à travers des instruments communs.** A partir de 2009/2010, au moment où la crise s'est étendue aux dettes souveraines, la zone euro a créé des instruments de solidarité inédits, qui ont permis de prêter une assistance financière aux Etats les plus vulnérables. Dans le même temps, la BCE a tiré toutes les conséquences de son mandat pour fournir la liquidité nécessaire au secteur financier, lutter contre la fragmentation financière et assurer la cohésion de la zone euro. C'est enfin, un mois après l'élection de François Hollande, la décision de créer une véritable Union bancaire, pour casser le cercle vicieux entre dette bancaire et dette souveraine. Tout cela s'est fait dans le désordre et aux petites heures du matin parfois, mais la nécessité absolue de disposer d'instruments communs s'est imposée ;
- **En parallèle, la zone euro s'est attaquée à la réforme de sa gouvernance économique.** Elle a renforcé progressivement les règles, les disciplines et les limites sur les politiques budgétaires nationales, ce qui s'est traduit pour les Etats par un effort immense de réduction des déficits, à un rythme qui a eu des effets récessifs certains, et que nous sommes en train d'adapter, avec la Commission européenne.

Nous avons donc aujourd'hui une part, mais pas tous les ingrédients qui permettent à l'intérêt européen commun de se déployer effectivement. Nous avons les disciplines, avec un encadrement poussé des politiques budgétaires. Nous avons la solidarité, mais notre créativité s'est surtout déployée dans le champ financier, et nous n'avons toujours pas les instruments de politique économique pour faire reculer le chômage en Europe, qui reste à de niveaux anormalement élevé, ou pour accélérer la sortie de crise dans les Etats qui sont le plus durement touchés. Enfin, nous n'avons pas non plus les bonnes procédures et



institutions : je le dis sans acrimonie, mais nourri de mon expérience de Ministre de l'Economie et des Finances, douloureusement au fait de nos difficultés à prendre des décisions.

Personne dès lors ne sera surpris des propositions de la France pour prévenir et guérir les crises économiques – actuelle et futures – et stimuler la croissance en zone euro, elles sont le point d'aboutissement logique du diagnostic que je viens de partager. Nous devons tirer toutes les conséquences du fait qu'au sein de l'UE à 28, qui reste à la fois notre grand marché intérieur et notre patrimoine politique commun, la zone euro constitue une dimension particulière, et que la monnaie unique change radicalement la façon de faire de la politique économique :

- **Nous pensons qu'il faut un budget pour la zone euro, qui soit notre première défense commune face au reflux de la croissance.** A mes yeux, ce budget aurait vocation à financer un socle de financement de l'indemnisation chômage en zone euro. Il permettrait ainsi d'exprimer une solidarité entre les membres de la zone euro et de donner une réalité à l'Europe sociale, tout en étant un outil puissant de stabilisation macroéconomique, première réponse à un ralentissement de l'activité.
- **En parallèle, il faut redonner de la lisibilité aux institutions politiques qui sont chargées de la politique économique, chargées de la sauvegarde de notre intérêt commun.** C'est pourquoi je propose que les députés qui représentent les citoyens de la zone euro au sein du Parlement européen constituent, en son sein, un comité chargé de légiférer dans l'intérêt de l'union monétaire. Je pense aussi à la création d'un « ministre des finances » de la zone euro – un Président permanent et exclusif de l'Eurogroupe, qui pourrait être aussi le membre de la Commission européenne chargé des affaires monétaires – qui incarne et défende cet intérêt commun, et garantisse que nos décisions soient rapides et à la hauteur des enjeux.

Je le redis : compléter la zone euro ne veut pas dire que nous nous détournerons de la dimension de l'UE à 28. Il ne s'agit pas d'oublier cette grande Europe – je sais qu'elle est

Seul le prononcé fait foi 5



bien représentée dans l'assistance – qui est naturellement notre espace de droit, de liberté et de sécurité, et qui a toute sa place pour construire un grand marché domestique pour nos entreprises, une politique commerciale, une politique environnementale, une coopération pour la défense, pour permettre à l'Europe de peser dans son voisinage et sur la scène internationale.

Nous avons besoin de lui donner une nouvelle impulsion décisive dans cette direction.

Jean Monnet, encore, nous a prévenus dès les années 1950 : « *Nos pays sont devenus trop petits pour le monde actuel, à l'échelle des moyens techniques modernes, à la mesure de l'Amérique et de la Russie aujourd'hui, de la Chine et de l'Inde demain. L'unité des peuples européens réunis dans les Etats Unis d'Europe est le moyen de relever leur niveau de vie et de maintenir la paix. Elle est le grand espoir et la chance de notre époque* ». La perspective des Etats-Unis d'Europe s'est à tout le moins éloignée. Mais notre tâche est toujours, à l'heure d'une nouvelle mondialisation, de construire la puissance européenne rayonnante et politique que nous voulons, d'unifier les Etats européens. C'est ce qui nous rassemble ici, c'est ce pour quoi, avec Enrico Letta, nous nous battons avec énergie.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques remarques que je souhaitais partager avec vous. Malgré la crise, malgré les difficultés de la période, malgré les insuffisances et parfois les ratés de son intégration, je ne suis pas pessimiste pour l'avenir de l'Europe : elle est résiliente, elle est forte, elle a tous les atouts pour réussir. Elle doit simplement garder toujours à l'esprit d'où elle tire sa puissance : de l'imbrication de nos destins, qui fonde notre intérêt commun, et qui a parfois l'invisibilité des évidences. A nous de faire davantage partager cette évidence et lui donner un visage. Merci.

Contacts presse :

Cabinet de Pierre MOSCOVICI :

Barbara FRUGIER : 01.53.18.40.82 - barbara.frugier@cabinets.finances.gouv.fr

Laurent FARY : 01.53.18.41.84 - laurent.fary@cabinets.finances.gouv.fr